



## Pour le maintien de liens politiques forts avec Djibouti

Par **M. Louis DUVERNOIS**,  
Sénateur des Français établis hors de France,  
Président du Groupe d'amitié France-Djibouti-Pays de la Corne de l'Afrique

La situation géopolitique de Djibouti est d'une importance vitale : proche du détroit de Bab-el-Manded, verrou de l'une des principales routes maritimes vers la Méditerranée via le canal de Suez, base stratégique de la lutte contre la piraterie dans la Corne de l'Afrique, faisant face au Yémen, nouvel État failli.

Il est l'un des jalons essentiels du dispositif français qui traverse l'Afrique dans sa bande sahélienne avec nos bases et nos dépôts militaires qui vont du Gabon au Mali, en passant par le Tchad jusqu'à Djibouti pour se terminer à Abou Dhabi. Perdre l'un de ces points d'appui c'est affaiblir la projection de puissances et donc la défense des intérêts français. « *L'Afrique est notre avenir* » titrait un rapport sénatorial de 2014. Pour que la France contribue à cet avenir, comme ses liens historiques avec le continent l'y autorisent, un dispositif militaire, dont Djibouti est un point majeur, doit être maintenu pour assurer la sécurité de la zone et des échanges.

Ce dispositif est aussi essentiel dans la lutte contre le terrorisme et pour l'empêcher de s'exporter sur notre territoire métropolitain. Djibouti fait face à la poussée de l'islam extrême.

L'intérêt national de la France est ainsi directement engagé à Djibouti. C'est la raison pour laquelle une relation politique forte avec Djibouti et ses autorités doit impérativement être maintenue.

Or, la position de la France à Djibouti connaît une lente dégradation depuis l'indépendance :

- Sur le plan stratégique, le monopole militaire des forces françaises a été progressivement contrebalancé par l'arrivée des États-Unis (qui disposent d'une base, de 3 000 hommes et d'une base aérienne de drones), des Japonais (petite implantation mais significative du changement copernicien du Japon vis-à-vis de sa politique de défense) et désormais d'une importante base chinoise qui n'est sans doute que l'embryon de la projection de puissance que la Chine opère avec les « *Nouvelles Routes de la Soie* » pour sécuriser ses voies d'approvisionnement. Il est clair qu'avec la présence des États-Unis, la sécurité de Djibouti est désormais et pour le moins partagée ;

- Sur le plan économique, la politique d'endettement de l'État djiboutien, principalement envers les Chinois, pourrait conduire à une sorte de vassalisation (l'impossibilité d'assurer le service



Le Sénateur Louis Duvernois et M. Pierre-Yves Collombat, Sénateur du Var, en discussion avec un Officier supérieur des Forces spéciales françaises à Djibouti (FFDj), lors de la visite officielle d'une délégation du Groupe d'amitié France-Djibouti en octobre 2015.

de sa dette pourrait se traduire par des concessions politiques et peut être militaires à la Chine) ; d'une manière plus générale la faiblesse de nos investissements directs à Djibouti et l'appétence insuffisante des entreprises françaises pour le territoire – il est vrai dans un climat des affaires difficile comme en témoigne la rupture avec Total – entraîne mécaniquement une baisse de notre influence. La récente visite officielle du Président de la République de Djibouti, M. Omar Guelleh, accompagné d'une délégation économique et leur rencontre, notamment avec le MEDEF International, augure de nouveaux échanges entre les deux pays et l'on ne peut que s'en féliciter ;

- Sur le plan politique, notre capacité d'influence a connu la même érosion, conséquence de l'état de notre présence militaire et économique.

Enfin, Djibouti est également un point fondamental de la francophonie, petit îlot immergé, dans des pays majoritairement anglophones. Membre de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Djibouti défend notre langue qui est un vecteur de rayonnement et d'influence fondamentale au sein d'un monde globalisé, diversifié et en mouvement.

Pour toutes ces raisons il importe de dynamiser la relation franco-djiboutienne. Les moyens d'un sursaut d'une coopération accrue doivent être dégagés que ce soit en matière économique, militaire (la formation des cadres), linguistique (coopération universitaire), mais aussi en développant nos liens politiques au niveau de l'exécutif comme du législatif. C'est un des objectifs que se fixe le groupe interparlementaire d'amitié du Sénat avec Djibouti.

© Abou Halloya / Présidence de la République de Djibouti



L'Assemblée nationale djiboutienne.